



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://pouruneconstituante.fr/spip.php?article441>

Dette : rien de nouveau depuis Keynes et Shakespeare

- Tribunes -



Date de mise en ligne : mercredi 20 juillet 2011

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

On n'en finira pas avec la crise de la dette tant qu'on ne décidera pas à faire ce que ces deux grands britanniques ont préconisé chacun à leur façon. Keynes a montré comment l'intérêt de la monnaie, donc la finance était lié au chômage : si les financiers investissent peu dans l'entreprise, comme c'est le cas actuellement, c'est qu'ils trouvent plus intéressant de prêter l'argent, surtout dans le court terme avec un meilleur rendement et un risque calculé équivalent ou même inférieur à cet investissement. Il suffit de prêter à tours de bras et d'acheter des actions et obligations qui permettent un rendement à court terme. Quitte à ce que les entreprises s'étiolent (les PME-PMI en particulier) et se lancent dans des plans sociaux : quel doux euphémisme pour éviter de dire débaucher comme auparavant !

C'est ce qui se passe depuis quelques dizaines d'années dans nos pays occidentaux. Chaque Etat (quand on dit l'Etat, c'est forcément nous), est obligé d'intervenir pour aider les entreprises à embaucher par compensation : c'est un système qui tous comptes faits, entre les exonérations de charges et les aides directes se montent en moyenne à plus de 170 milliards d'Euros ! D'où le déficit chronique et le gonflement de la dette que l'on connaît. Keynes a préconisé d'augmenter la croissance pour relancer l'économie et réduire le déficit et certainement pas la rigueur qui entraîne encore plus vers l'abîme dans une logique implacable : plus on réduit les dépenses, moins les entreprises produisent (la consommation diminue), et moins elle produisent, plus le chômage augmente, dans un cercle vicieux dont on ne peut sortir qu'avec fracas.

Quant à Shakespeare, il a clairement montré qu'un prêteur prenait un risque en prêtant, même s'il prenait en garantie une livre de chair. Ce qui en fait revient à se garantir sur la vie même du débiteur. Celui-ci était noble, on ne pouvait bien entendu faire agir la garantie sans attenter à sa vie. Que serait-il advenu s'il s'était agi d'un simple roturier ? On comprend l'allégorie : les pauvres, ou du moins les classes inférieures, qui déjà n'ont pas eu les moyens d'épargner comme ceux de la classe supérieure, qui d'ailleurs empruntent moins, vont être encore plus endettés, et dépensant moins, vont moins consommer. Actuellement ce tour de passe-passe est préconisé par nos dirigeants : on fait passer la dette nationale sur le dos de ceux qui déjà n'avaient pas les moyens de vivre sans crédit.

Quant à vouloir réduire les dépenses budgétaires en diminuant les niches fiscales, qui au demeurant étaient des incitations indirectes à investir, donc à faire tourner l'Economie, elles vont à l'encontre de la croissance et vont également accroître le cercle vicieux. La solution est évidente, aller chercher l'argent là où il est, chez les financiers, par des prélèvements fiscaux qu'ils soient issus des plus-values boursières, des paradis fiscaux (on n'en parle plus, sérieusement), et les forcer à rendre gorge à des taux d'intérêt nuls ou presque : ce sont eux qui veulent prélever leur livre de chair. Ou comme le marchand de Venise, vont partir après avoir perdu leur bel argent : n'avaient-ils pas pris ce risque au départ ?

Ce qui revient à dire que même avec le retour à une monnaie nationale, - comment faire sinon, - qui se dévaluera peut-être, du moins à l'extérieur, le prêteur perd en partie sa mise, l'export reprend et l'entreprise embauche, l'importation se réduit, ce qui permet à des entreprises internes de démarrer à nouveau. Vous avez dit protectionnisme ? Et alors ? Seuls les pays à excédent commercial vont en pâtir, telle l'Allemagne, la Chine, le Japon, etc. Que devient l'Europe ? Comme auparavant un simple marché commun dans lequel salariés et entreprises fonctionnaient mieux, si ce n'était pas non plus le Pérou. Dans ces années le chômage était faible (2% en France en 1960). Pourquoi on en est arrivé là ? Posez la question aux élites qui nous ont gouvernés, et qui continuent à le faire. « *On ne résout pas les problèmes avec des modes de pensée qui les ont engendrés* » Albert Einstein.